

VEILLE RÉGLEMENTAIRE

Sécurité des personnes

Fiche VRE.20

Sécurité sur les lieux de travail

Code du Travail R4211-3 à R4211-5

Code du Travail R4212-7, R4213-4 et R4215-3

Code du Travail Articles R4214-1 à R4214-8, R4214-22 à R4214-25

Code du Travail R4224-1 à R4224-5, R4224-7 à R4224-13, R4224-14 à R4224-24

Code du Travail R4225-1 à R4225-6, R4534-88 à R4534-89 et R4534-93

Code de la Santé Publique R6311-14 à R6311-16

Arrêté du 12 janvier 1984 relatif aux locaux et à l'équipement des services médicaux du travail

Arrêté du 4 novembre 1993 modifié par l'arrêté du 2 août 2013 sur la signalisation de sécurité et de santé au travail

Arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux portes et portails automatiques et semi-automatiques sur les lieux de travail

Ordonnance du 26 septembre 2014 n°2014-1090 Mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées

Décret du 5 novembre 2014 n° 2014-1327 Agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

Arrêté du 8 décembre 2014 relatif à Accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public
- pris pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555

Décret du 11 mai 2016 n°2016-578 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement

Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement

1. Introduction

L'employeur doit veiller à la sécurité et à la protection de la santé de ses salariés. Il doit prendre les mesures de prévention des risques professionnels nécessaires et informer et former ses salariés sur ces risques. Il doit aussi respecter certaines règles dans l'aménagement et l'utilisation des locaux de travail. L'employeur négligeant engage sa responsabilité.

On entend par lieux de travail les lieux destinés à recevoir des postes de travail, situés ou non dans les bâtiments de l'établissement, ainsi que tout autre endroit compris dans l'aire de l'établissement auquel le travailleur a accès dans le cadre de son travail.

Les champs, bois et autres terrains faisant partie d'un établissement agricole ou forestier mais situés en dehors de la zone bâtie d'un tel établissement ne sont pas considérés comme des lieux de travail.

2. Les caractéristiques des bâtiments

2.1 Règles générales

Les bâtiments en eux-mêmes doivent pouvoir résister à la combinaison des trois facteurs suivants : leurs poids, les charges climatiques extrêmes (exemples : neige, vent) et les surcharges maximales correspondant à leur type d'utilisation (pour connaître les surcharges maximales, il est nécessaire de contacter l'inspecteur du travail). Le cas échéant, les bâtiments respectent également les règles antisismiques.

Leur hauteur et leur surface doivent être suffisantes pour assurer la santé, la sécurité et le bien-être des travailleurs. L'espace au niveau des différents postes de travail (ou à proximité de ces postes de travail s'il n'est pas possible de faire autrement) doit être suffisant afin de pouvoir se déplacer librement.

Les bâtiments sont aménagés de telle façon que la circulation des piétons et des véhicules se fait de manière sûre.

S'il y a des surfaces vitrées en élévation ou en toiture, elles doivent pouvoir être nettoyées sans danger non seulement pour les travailleurs nettoyant ces surfaces vitrées mais aussi les autres travailleurs. Si des solutions de protection collective peuvent être mises en place, c'est celles-ci qui sont choisies.

Les toits en matériaux fragiles (donc pas très résistants) doivent être sécurisés lors d'interventions : les travailleurs doivent travailler sur des échafaudages, plates-formes de travail, planches ou échelles leur permettant de ne pas prendre appui directement sur ce type de toit. Si ce n'est pas possible, mettre des dispositifs en dessous de la toiture (filets, etc.) et si rien ne peut être mis, le port d'un harnais muni d'un système d'arrêt de chute est obligatoire. Si les interventions sont longues (plus d'une journée), il est obligatoire d'installer des garde-corps ou un dispositif permanent de protection.

S'il y a des ouvrants (exemple : fenêtres) en élévation ou en toiture, ils ne doivent pas être un danger pour les travailleurs lorsqu'ils sont ouverts.

S'il y a des parois transparentes ou translucides, elles sont constituées de matériaux de sécurité (ou sont disposées de telle sorte que les travailleurs sont protégées même si elles volent en éclat) et sont signalées par marquage à hauteur de vue.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 29/08/2019

2/14

Les planchers, murs et plafonds doivent pouvoir être nettoyés ou ravalés afin d'avoir des conditions d'hygiène appropriées.

Les planchers sont :

- fixes ;
- stables ;
- non glissants ;
- sans trous ;
- sans bosses ;
- sans plans inclinés dangereux.

Les passerelles, planchers en encorbellement, plates-formes en surélévation et leurs moyens d'accès doivent permettre aux travailleurs d'être protégés des risques de chutes.

Les puits (y compris les forages) doivent être fermés par un couvercle étanche et fermés à clef, trappes et ouvertures de descente sont clôturées.

Les cuves, trémies, bassins et réservoirs sont protégés de telle sorte que les travailleurs sont protégés du risque de chute dans ces derniers.

Les locaux doivent être régulièrement entretenus, nettoyés et non encombrés.

Le CHSCT, le CSÉ ou les délégués du personnel donnent leur avis sur les mesures prises pour satisfaire cette obligation.

2.2 Les portes et portails (R.4224-9 et R.214-7 et suivants)

Les portes et portails en va-et-vient doivent, soit être transparents, soit posséder des panneaux transparents. Ces parties transparentes sont en matériaux de sécurité ou protégées de l'enfoncement (pour éviter que quelqu'un ne soit blessé en cas de bris).

Les portes et portails coulissants sont munis d'un système de sécurité les empêchant de tomber et de sortir de leur rail. Ceux s'ouvrant vers le haut ont un système les empêchant de retomber.

Lors de leur mise en place, les portes et portails (ceux nouveaux et ceux existants) doivent satisfaire aux normes explicitées dans l'arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux portes et portails automatiques et semi-automatiques sur les lieux de travail. Ce sont les caractéristiques techniques comme les dispositifs de détection de présence qui y sont explicitées.

Les portes ou portails automatiques disposent d'un système de sécurité permettant d'interrompre le mécanisme afin d'éviter des dommages et d'être sans risque pour les travailleurs.

Les portes ou portails automatiques doivent pouvoir être ouverts manuellement, sauf s'ils sont conçus pour s'ouvrir automatiquement même en cas de panne d'énergie.

Les portes et portails automatiques ou semi-automatiques sont entretenus et contrôlés tous les 6 mois minimum ou à la suite de toute défaillance. Cela peut être fait par un salarié qualifié formé à cette tâche ou bien un prestataire. Lorsqu'ils représentent un danger pour les travailleurs (notamment dus à leur poids, à leurs dimensions, etc.), la périodicité des contrôles est consignée dans un dossier annexé au dossier de maintenance (voir le paragraphe ci-après).

(Cf Fiche VRE.22 Protection incendie)

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 29/08/2019

3/14

2.3 Le dossier de maintenance des installations neuves

Le dossier de maintenance des lieux de travail, élaboré par le maître d'ouvrage est remis au plus tard un mois après la prise de possession des lieux.

Ce dossier comporte (R. 4311-3) :

- Les notices et dossiers techniques prévus aux articles R. 4212-7, R. 4213-4 et R. 4215-3 ;
- Les dispositions prises :
 - o Pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture en application de l'article R. 4214-2 ;
 - o Pour l'accès en couverture, notamment :
 - a) Les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée ;
 - b) Les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes ;
 - c) Les chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes ;
 - o Pour faciliter l'entretien des façades, notamment les moyens d'arrimage et de stabilité d'échafaudage ou de nacelle ;
 - o Pour faciliter les travaux d'entretien intérieur, notamment pour :
 - a) Le ravalement des halls de grande hauteur ;
 - b) Les accès aux machineries d'ascenseurs ;
 - c) Les accès aux canalisations en galerie technique, ou en vide sanitaire.

Le dossier de maintenance des lieux de travail indique, lorsqu'ils ont été aménagés à cet effet, les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à disposition des travailleurs chargés des travaux d'entretien.

Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection du travail et des agents de services de prévention des organismes de sécurité sociale (R. 4211-5). Lorsqu'il y a changement d'occupant des locaux, le dossier est transmis au prochain occupant.

Les installations et dispositifs techniques et de sécurité des lieux de travail sont entretenus et vérifiés suivant une périodicité appropriée (R. 4224-17).

Toute défectuosité susceptible d'affecter la santé et la sécurité des travailleurs est éliminée le plus rapidement possible.

La périodicité des contrôles et les interventions sont consignées dans un dossier qui est, le cas échéant, annexé au dossier de maintenance des lieux de travail prévu à l'article R. 4211-3.

Ce dossier regroupe notamment la consigne et les documents prévus en matière d'aération, d'assainissement et d'éclairage aux articles R. 4222-21 et R. 4223-11.

Les locaux de travail et leurs annexes sont régulièrement entretenus et nettoyés. Ils sont exempts de tout encombrement. Le médecin du travail et le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, ou le CSE, ou à défaut, les délégués du personnel, émettent un avis sur les mesures à prendre pour satisfaire à ces obligations (R.4224-18).

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

3. Premiers secours : Infirmierie

3.1 Local de premiers secours (R4214-23) et locaux médicaux

3.1.1 Local premiers secours

Ce local est obligatoire pour les établissements industriels de plus de 200 personnes et tous les autres établissements (exemple : commerciaux) de plus de 500 personnes. Ce local est facilement accessible aux brancards, est signalé et peut contenir du matériel de premiers secours. Les locaux médicaux peuvent servir de locaux de premiers secours dans certains cas.

Le local de premiers secours comporte une signalisation.

Un balisage au moyen de signaux décrits dans l'arrêté du 4 novembre 1993 (forme rectangulaire ou carré et pictogramme blanc sur fond vert) doit permettre de trouver rapidement le local où sont implantés les équipements de premiers secours.

Il faut garder en mémoire que l'efficacité de la chaîne des secours repose sur quatre éléments fondamentaux : évaluation du risque, organisation, moyens mis en œuvre et réévaluation périodique.

L'entretien et la maintenance des matériels de premiers secours doit être consigné dans un dossier annexé au dossier de maintenance.

3.1.2 Locaux médicaux

Les locaux médicaux dont les caractéristiques sont déterminées par l'arrêté du 12 janvier 1984 relatif aux locaux et à l'équipement des services médicaux du travail mentionné à l'article R. 4624-30 peuvent être utilisés comme locaux de premiers secours.

Lorsque les examens cliniques ont lieu dans l'entreprise ou l'établissement, les locaux médicaux doivent correspondre aux caractéristiques suivantes :

a) Au-dessous de 500 salariés :

- Un cabinet médical ;
- Une salle de soins et investigations complémentaires, ces deux pièces étant contiguës ;
- Des installations sanitaires et un local d'attente à proximité.

b) A partir de 500 salariés, et jusqu'à ce que l'effectif de l'établissement nécessite au maximum un médecin à temps complet :

- Un cabinet médical ;
- Une salle d'investigations complémentaires ;
- Une salle de soins, ces trois pièces étant contiguës ;
- Des installations sanitaires et un local d'attente à proximité.

c) Lorsque l'effectif des salariés de l'établissement nécessite de 1 à 5 médecins à temps complet :

- Un cabinet médical par médecin à temps complet ;
- Une salle d'investigations complémentaires ;

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

- Une salle de soins, l'ensemble de ces pièces étant contiguës ;
- Des installations sanitaires et une salle d'attente à proximité ;
- Une salle supplémentaire d'investigations complémentaires, s'il y a plus de trois médecins.

d) Lorsque l'effectif des salariés de l'établissement nécessite plus de cinq médecins à temps complet, les locaux médicaux doivent être divisés en plusieurs unités réparties de façon à rapprocher les médecins du lieu de travail, selon les normes indiquées ci-dessus.

3.2 Matériel de premiers secours (R.4224-14) et sauveteurs secouristes du travail

Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible. Tout le matériel de premiers secours fait l'objet d'une signalisation par panneaux.

Un ou plusieurs membre(s) du personnel reçoit(vent) la formation de sauveteur **secouriste du travail (SST)** nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence dans :

- Chaque atelier où sont accomplis des travaux dangereux ;
- Chaque chantier employant vingt travailleurs au moins pendant plus de quinze jours où sont réalisés des travaux dangereux.

Les travailleurs ainsi formés ne peuvent remplacer les infirmiers.

Les défibrillateurs automatisés externes (défibrillateur externe entièrement automatique ou défibrillateur externe semi-automatique) peuvent être utilisés par toute personne, même des personnes non médecin. Il est recommandé, dans la mesure du possible, que cela soit les personnes SST qui les utilisent.

Nota : Il est cependant recommandé dans la pratique de dépasser ces obligations réglementaires afin de disposer dans chaque entreprise de personnels formés sauvetage secourisme du travail, en nombre adapté et bien répartis, capables d'intervenir efficacement en cas d'accident.

En l'absence d'infirmiers, ou lorsque leur nombre ne permet pas d'assurer une présence permanente, l'employeur prend, après avis du médecin du travail, les mesures nécessaires pour assurer les premiers secours aux accidentés et aux malades. Ces mesures qui sont prises en liaison notamment avec les services de secours d'urgence extérieurs à l'entreprise sont adaptées à la nature des risques.

Ces mesures sont consignées dans un document tenu à la disposition de l'inspecteur du travail.

3.3 Les soins d'urgence

En l'absence d'infirmiers, ou lorsque leur nombre ne permet pas d'assurer une présence permanente, l'employeur prend, après avis du médecin du travail, les mesures nécessaires pour assurer les premiers secours aux accidentés et aux malades. Ces mesures qui sont prises en liaison notamment avec les services de secours d'urgence extérieurs à l'entreprise sont adaptées à la nature des risques.

Ces mesures sont consignées dans un document tenu à la disposition de l'inspecteur du travail (Cf Fiche VRE.22).

4. Signalisation et matérialisation pour la santé et la sécurité des personnes

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

NB : L'arrêté du 4 novembre 1993 impose une signalisation de sécurité toutes les fois où un risque ne peut être évité.

Les zones de dangers (notamment celles où il y a des risques de chutes) sont signalées de manière visible, même si le danger est ponctuel dans le cadre d'activités ponctuelles d'entretien ou de réparation. Des dispositifs doivent également éviter que des travailleurs non autorisés pénètrent dans ces zones.

Voici les caractéristiques générales des signalisations :

Type de signalisation	Signification ou but	Couleur	Forme	Indications ou précisions
Panneaux	Interdiction	ROUGE	Ronde	Attitudes dangereuses
	Matériel et équipement de lutte contre l'incendie	ROUGE	Rectangulaire ou carrée	Identification et localisation
	Signal d'avertissement	JAUNE ou JAUNE-ORANGÉ	Triangulaire	Attention, précaution, vérification
	Obligation	BLEU	Ronde	Comportement ou action spécifique, obligation de porter un EPI
	Signal de sauvetage ou de secours	VERT	Rectangulaire ou carrée	Portes, issues, voies, matériels, postes, locaux

Type de signalisation	Signification ou but	Couleur	Forme	Indications ou précisions
Signal lumineux	Danger-alarme	ROUGE	-	Stop, arrêt, dispositifs de coupures d'urgence, évacuation
	Situation de sécurité	VERT	-	Retour à la normale
Signal sonore	Danger	-	-	-

NB : Les caractéristiques précises des panneaux, des signaux lumineux et des signaux sonores (pictogramme des panneaux, règles d'utilisation) sont explicitées dans les annexes de l'arrêté du 4 novembre 1993.

Voici les prescriptions pour les panneaux de signalisation :

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 29/08/2019

7/14

- en matériau résistant ;
- à utilisation permanente ;
- visible, compréhensible et bien éclairé (naturellement ou artificiellement si nécessaire) ;
- installé à hauteur de vue.

Les signaux lumineux et sonores sont exclusivement réservés pour l'utilisation occasionnelle soit pour mettre en garde (exemple : signal d'évacuation incendie), soit pour débiter une action sollicitée (exemple : machine qui s'est automatiquement arrêtée car problème sur la ligne et que l'on doit réenclencher manuellement).

La signalisation, qu'elle soit par panneaux, lumineuse ou sonore, doit être efficace : toutes les mesures doivent être prises afin que tout le personnel (y compris le personnel avec un handicap ou encore le personnel portant des EPI) puisse remarquer la signalisation en cas de danger.

Pour les signalisations qui ont besoin d'énergie pour fonctionner, il est nécessaire de prévoir une alimentation de secours, sauf si le risque disparaît avec la coupure de l'énergie.

Voici quelques matériels et lieux devant être signalés :

- le cheminement pour l'évacuation des personnes doit faire l'objet d'une signalisation avec des panneaux de sauvetage et de secours (voir tableau ci-dessus). Il est possible de mettre des panneaux lumineux avec l'éclairage de sécurité ;
- les cheminements pour l'évacuation des personnes ne faisant pas partie des voies de passage (cheminements exclusivement réservés pour l'évacuation) doivent en plus avoir la mention « sortie de secours » ;
- les tuyaux qui transportent des matières présentant un danger sont signalés par un panneau d'avertissement, ce panneau devant permettre de déterminer la nature de ces matières. Les caractéristiques techniques de ce panneau sont celles citées ci-dessus complétées des suivantes : il porte le nom de la substance dangereuse, il est rigide et autocollant ou peint, et suffisamment répétitif (au niveau des vannes ou points de raccordement) ;
- le transport de matières dangereuses à l'intérieur des bâtiments est signalé par un panneau d'avertissement ;
- les zones de stockage des substances et/ou préparations dangereuses sont signalées par un panneau d'avertissement. Ce panneau est soit au sein de la zone de stockage soit sur la porte menant à la zone de stockage ;
- les endroits où il y a un risque de chute de personnes et/ou un risque de chute d'objet doit être signalés par des bandes jaune et noir ou rouge et blanc. Les dimensions de la signalisation doivent prendre en compte les dimensions de l'endroit (bandes inclinées d'environ 45° à dimensions à peu près égales entre-elles).

Les systèmes d'alarme sonores exigés aux articles R. 4227-34 à R. 4227-36 du code du travail sont constitués d'équipements d'alarme de différent type.

- Un équipement d'alarme au moins de type 3 doit être installé dans les établissements dont l'effectif est supérieur à 700 personnes et dans ceux dont l'effectif est supérieur à 50 personnes lorsque sont entreposées ou manipulées des substances ou mélanges visés à l'article R. 4227-22 du code du travail (substances ou préparations classées explosives, comburantes ou extrêmement inflammables, ainsi que des matières dans un état physique susceptible d'engendrer des risques d'explosion ou d'inflammation instantanée).

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 29/08/2019

8/14

- Un équipement d'alarme au moins de type 4 doit être installé dans les autres établissements visés à l'article R. 4227-34 du code du travail (les établissements dans lesquels peuvent se trouver occupées ou réunies habituellement plus de cinquante personnes, ainsi que ceux, quelle que soit leur importance, où sont manipulées et mises en œuvre des matières inflammables).
- Toutefois, si le chef d'établissement souhaite disposer d'une temporisation il doit installer un équipement d'alarme du type 2 a ou 2 b au minimum et respecter toutes les contraintes liées à ce type.

Les moyens et dispositifs de signalisation sont régulièrement nettoyés, entretenus et remplacés si nécessaire. Les signaux acoustiques et sonores sont vérifiés au moins une fois tous les 6 mois et les alimentations de secours une fois par an.

5. Aménagement des postes de travail

5.1 Pour tous les types de poste

Il est recommandé que la surface libre à disposition de chaque travailleur, à son poste de travail soit de 1,5 m² au minimum, indépendamment de la nature du travail à effectuer.

Il faut aussi tenir compte de :

- l'accès au poste de travail ;
- l'espace de mouvement minimum nécessaire au déroulement du travail.

Les règles générales sont les suivantes :

- L'espace libre autour des postes de travail doit être suffisant pour permettre aux travailleurs de se mouvoir librement durant leurs activités ;
- Les postes de travail permanents doivent être conçus de façon à permettre aux travailleurs d'adopter une position naturelle du corps. Les sièges doivent être confortables et adaptés au travail à effectuer ainsi qu'au travailleur. Au besoin, des accoudoirs et des repose-pieds seront installés ;
- Les postes de travail doivent être aménagés de manière à permettre aux travailleurs de travailler, si possible, assis ou alternativement assis et debout. Les personnes devant travailler debout disposeront de sièges qu'elles pourront utiliser de temps à autre ;
- Les postes de travail doivent être aménagés de façon à ce que les installations d'exploitation ou les dépôts voisins ne soient pas préjudiciables à la santé des travailleurs. A cet effet, il conviendra de prendre des mesures appropriées telles que l'installation de parois de protection ou l'aménagement des postes de travail dans des locaux séparés ;
- Les travailleurs doivent pouvoir bénéficier de la vue sur l'extérieur depuis leur poste de travail permanent. Dans les locaux sans fenêtres en façade, l'aménagement de postes de travail permanents n'est autorisé que si des mesures particulières de construction ou d'organisation garantissent que les exigences en matière d'hygiène sont globalement respectées.

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Les zones de danger doivent être accessibles seulement aux travailleurs autorisés. Des mesures sont prises pour protéger les travailleurs.

De l'eau potable et fraîche doit être mise à disposition des travailleurs. Lorsque les travailleurs ont des conditions particulières de travail qui font qu'ils doivent se désaltérer fréquemment, l'employeur met à disposition gratuitement au moins une boisson non alcoolisée.

Les postes de distribution de boissons sont à proximité des postes de travail et dans un endroit remplissant toutes les conditions d'hygiène. C'est l'employeur qui veille à l'entretien, au bon fonctionnement de ces appareils et à la bonne conservation des boissons afin d'éviter toute contamination.

5.2 Complément pour les postes de travail extérieurs

Les personnes travaillant à l'extérieur doivent :

- pouvoir rapidement quitter leur poste de travail en cas de dangers ;
- pouvoir être rapidement secourus ;
- être protégé des chutes d'objets ;
- être protégé des conditions atmosphériques dans la mesure du possible ;
- être protégé des glissades et des chutes dans la mesure du possible ;
- être protégé de niveaux sonores nocifs, d'émissions de gaz, de vapeurs, d'aérosols, de particules solides ou liquides de substances insalubres, gênantes ou dangereuses dans la mesure du possible.

5.3 Complément pour les postes avec des travailleurs handicapés

Le poste de travail est aménagé afin que, notamment, le travailleur handicapé y accède facilement. Des signaux de sécurité les concernant sont également aménagés. Ils doivent être adéquats et adaptés aux facultés auditives et visuelles de ces travailleurs.

Si votre établissement est un ERP, depuis la loi handicap du 11 février 2005 votre local devait être conforme et accessible au 31 décembre 2014. Ainsi, il doit disposer d'installations accessibles aux personnes atteintes d'un handicap (moteur, auditif, visuel ou mental). Si tel est le cas, vous devez en attester dans un certain délai. Mais s'il vous est matériellement difficile de respecter cette obligation dans le délai imparti, vous devez alors vous engager, également dans un certain délai, à mettre votre local en conformité par la signature d'un agenda d'accessibilité programmée (Ad'Ap).

Important : l'obligation d'attester de l'accessibilité d'un établissement recevant du public (ERP) ou de s'engager à le mettre en conformité incombe au propriétaire du local. Sauf lorsque le bail transfère cette obligation au locataire.

Pour en savoir plus : <https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F32873>

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 29/08/2019

10/14

ANNEXE : Panneaux à utiliser

Pictogrammes d'interdiction



Défense de fumer



Entrée interdite aux personnes non autorisées



Feu, flamme nue et défense de fumer



Interdit aux véhicules de manutention



Interdit aux piétons



Ne pas toucher



Défense d'éteindre avec de l'eau



Eau non potable

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 29/08/2019

11/14

Pictogrammes d'obligation



Protection obligatoire de la vue



Protection obligatoire de la tête



Protection obligatoire de l'ouïe



Protection obligatoire des voies respiratoires



Protection obligatoire des pieds



Protection obligatoire des mains



Protection obligatoire contre les chutes



Passage obligatoire pour les piétons



Obligation générale accompagnée d'un panneau additionnel



Protection obligatoire du corps



Protection obligatoire de la figure

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 29/08/2019

12/14

Pictogrammes d'avertissement



Matières inflammables



Danger électrique



Matières explosives



Danger général accompagnée d'un panneau additionnel



Matières toxiques



Trébuchement



Matières corrosives



Chute avec dénivellation



Matières radioactives



Rayonnement Laser



Matières comburantes



Radiations non ionisantes



Matières nocives ou irritantes



Champ magnétique important



Risques biologiques



Chariots de manutention



Basses températures



Charges suspendues

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 29/08/2019

13/14

Pictogrammes de secours



Emplacement et direction d'une sortie habituelle



Direction d'une sortie de secours vers la gauche



Emplacement d'une sortie de secours



Numéros d'étages



Poste de 1er secours



Chemin vers un poste de secours ou un dispositif de sauvetage



Téléphone pour le sauvetage et les premiers secours



Civière



Douche de sécurité



Rinçage des yeux

Pictogrammes de lutte contre l'incendie



Téléphone pour la lutte contre l'incendie



Lance à incendie



Echelle de lutte contre l'incendie



Extincteur



Chemin vers un matériel de lutte contre l'incendie

Ce résumé des pictogrammes n'est pas exhaustif

Le présent document a été rédigé dans un but informatif par le CNIPT. Toutes les positions, informations et données présentées sont censées être exactes et précises, mais ne comportent ni garantie ni responsabilité, explicite ou implicite, d'aucune espèce. Toute erreur ou omission ne saurait engager la responsabilité de l'interprofession. Seuls les textes réglementaires, publiés aux Journaux Officiels, français ou communautaires, font foi.

Date de MAJ : 29/08/2019

14/14